

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/IG/W/10
22 septembre 1998

(98-3648)

Comité des pratiques antidumping
Groupe informel de l'anticonournement

Original: anglais

THÈME 1 - OPINIONS ET EXPÉRIENCE DE LA TURQUIE EN MATIÈRE DE CONTOURNEMENT

Communication de la Turquie

La Mission permanente de la Turquie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 septembre 1998.

La Turquie n'a pas jusqu'ici engagé d'enquête anticonournement car ni l'Accord antidumping, ni la législation nationale ne contiennent de dispositions concernant spécifiquement la question du contournement. Cependant, la Turquie estime à ce propos que, même s'il n'existe pas de disposition à ce sujet dans l'Accord, l'ouverture d'une enquête anticonournement est conforme à l'esprit de l'Accord dans les cas où les exportateurs ou les importateurs se soustraient à l'application de droits antidumping en vigueur, pour autant que les éléments du contournement soient présents.

Il y a eu une affaire antidumping dont l'une des caractéristiques principales a été le contournement d'un droit antidumping en vigueur par le pays exportateur. Les faits pertinents sont résumés ci-dessous:

En 1994, les autorités turques ont reçu une demande d'imposition d'un droit antidumping sur les importations de briquets de poche non rechargeables. À la fin de l'enquête, il a été établi que les produits susmentionnés étaient importés à des prix de dumping et qu'ils causaient un dommage important à la branche de production nationale. En conséquence, un droit antidumping d'un montant de 0,08 dollar l'unité a été imposé sur les importations de ces produits le 6 mai 1995.

En 1997, alors que ce droit était en vigueur, une autre plainte, contenant des éléments de preuve relatifs à l'existence d'un dumping et d'un dommage, a été déposée par les producteurs nationaux en vue du prélèvement d'un droit antidumping sur les importations de briquets de poche rechargeables originaires du même pays. En outre, les auteurs de la plainte alléguaient qu'il y avait eu contournement du droit antidumping sur les importations de briquets de poche non rechargeables.

Comme il a été indiqué plus haut, il n'existe aucune voie de droit visant spécifiquement à neutraliser le contournement d'un droit antidumping en vigueur et les autorités turques ont donc engagé une nouvelle enquête pour se prononcer sur l'existence d'un dumping et d'un dommage.

Au cours de l'enquête, il a été constaté que les importations de briquets de poche non rechargeables avaient considérablement diminué, à la fois en chiffres absolus et sur le plan de la part du marché, après l'imposition du droit antidumping alors que celles de briquets de poche rechargeables originaires du même pays avaient progressé. L'enquête a permis d'établir l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les deux. En conséquence, un droit

./.

antidumping d'un montant de 0,12 dollar l'unité a été imposé sur les importations de briquets de poche rechargeables le 29 mai 1998.

En outre, il a été observé, lors de la deuxième enquête, que certains briquets rechargeables vendus sur le marché turc étaient des versions légèrement modifiées des briquets jetables assujettis au droit antidumping.

Compte tenu des faits mentionnés ci-dessus, cette affaire peut-elle être considérée comme un cas de contournement?
